

# AGRICULTURE AND CLIMATE CHANGE: THE ROLE OF THE NEW CAP

## Table des matières

|  |   |
|--|---|
| EU emissions limits for agricultural gases face uncertain future ..... | 1 |
| Can we feed the world and halt climate change?.....                    | 3 |
| CAP could be called in for 'better regulation' scrutiny.....           | 4 |
| Eating less meat will save the planet, study says .....                | 5 |
| Commission promotes smart farming to mitigate climate change.....      | 6 |



Avec le soutien de



*Les vaches sont à l'origine d'une grande partie des émissions agricoles.  
[US Department of Agriculture/Flickr]*

## La réduction des émissions agricoles s'annonce complexe en UE

Les efforts pour limiter les émissions du secteur agricole, néfastes pour l'environnement et la santé humaine, risquent de faire face à une opposition féroce et à d'âpres négociations avant d'entrer dans la loi européenne.

Les révisions proposées dans la directive sur les plafonds d'émission nationaux (PEN) sont bien parties pour être mises au rebut par les gouvernements nationaux et le Parlement européen lors des négociations qui auront lieu fin février.

Les trilogues – les réunions tripartites avec la Commission européenne – devront permettre de surmonter les différends entre les États membres et les eurodéputés. Le Conseil et le Parlement doivent s'accorder sur un texte pour que la directive PEN soit entérinée.

Les gouvernements européens

ont déjà réussi à exclure les émissions de méthane de leur version de la loi, déclenchant une bataille difficile avec ceux qui veulent les conserver dans le texte.

« Presque tous les États membres ont salué l'ambition de la proposition de la Commission, mais lorsqu'il s'agit d'accepter ce qu'ils doivent faire pour y parvenir, ils trouvent cela très difficile », a protesté Julie Girling, eurodéputée responsable de la loi au Parlement.

L'eurodéputée s'attend à ce que les limites des émissions de méthane et d'ammoniac soient une véritable pierre d'achoppement, mais a ajouté qu'elle défendrait du mieux qu'elle pourra la position votée au Parlement.

La pollution de l'air est responsable de la mort de 400 000 citoyens européens chaque année. La loi prévoit donc la réduction des émissions de six principaux polluants : dioxyde de soufre, oxydes d'azote, composés organiques volatils, ammoniac, particules (poussières fines) et méthane.

Le méthane est un gaz certes éphémère, mais beaucoup plus polluant que le dioxyde de carbone. Il se transforme aussi en ozone, un polluant atmosphérique.

Suite à la page 2

Suite de la page 1

Quant à l'ammoniac, il engendre la nitrification et l'acidification des sols et se transforme naturellement en de fines particules néfastes pour la santé humaine.

L'agriculture est fortement subventionnée par l'UE via la politique agricole commune (PAC), et est responsable de 40 % des émissions de méthane dans l'UE, et de 95 % de la pollution par ammoniac.

C'est la première fois que la Commission européenne tente de limiter les émissions de méthane. « Pour avancer, les secteurs qui jusqu'à présent n'ont pas fait grand chose vont devoir agir. [...] Des efforts de la part de tous les secteurs sont nécessaires, dont l'industrie agricole. Nous voulons poursuivre une agriculture plus saine et de qualité », a déclaré Karmenu Vella, commissaire européenne à l'environnement, aux eurodéputés en octobre.

## Mieux légiférer

La Commission avait d'abord prévu de retirer la loi par peur que les divisions ne soient insurmontables, mais a finalement annulé sa décision.

La Commission jouera un rôle important lors des négociations, puisque les différentes limites fixées nécessiteront une expertise technique officielle pour expliquer les conséquences d'un changement.

Malgré le spectre du « mieux légiférer » qui hante la directive, les divisions persistent, même au sein du Parlement. Certains gouvernements, dont le Royaume-Uni, ont encouragé leurs eurodéputés à s'y opposer.

La commission environnement (ENVI) du Parlement européen a renforcé les objectifs de la proposition originale de la Commission. L'exécutif appelle à une réduction de 30 % des émissions de méthane d'ici à 2030, ce qui a été soutenu par la commission parlementaire, et à une réduction

de 27 % pour l'ammoniac, que la commission ENVI a rehaussé à 29 %. Finalement, lors de la séance plénière du Parlement en octobre, c'est l'objectif initial de 27 % qui l'a emporté.

Des eurodéputés PPE, le plus grand groupe du Parlement, se sont opposés à l'objectif de 29 % pour l'ammoniac, le jugeant trop irréaliste.

Les eurodéputés ont voté pour inclure l'ammoniac et le méthane dans la loi et pour des objectifs 2025 contraignants afin de s'assurer que les pays sont sur la bonne voie pour 2030.

Ils ont toutefois fait une exception pour le méthane entérique, principalement produit par les éructations et les pets des vaches. Le méthane entérique ne faisait pas non plus partie de la proposition de la Commission. Pourtant, selon le Bureau européen de l'environnement (BEE), il représente une grande part des émissions de méthane du secteur agricole.

Avant le vote, la commission agriculture du Parlement avait quant à elle appelé à l'abandon des objectifs méthane et ammoniac.

Lobbys agricoles et environnementaux

Les défenseurs de l'environnement ont accusé le lobby agricole de tout faire pour mettre les objectifs méthane et ammoniac à la trappe.

« Le lobby agricole fait fortement pression pour supprimer les limites liées au méthane et réduire celles d'ammoniac », a affirmé Louise Duprez, du BEE. « Le méthane et l'ammoniac contribuent à des concentrations nocives d'ozone et de particules fines, provoquant des morts prématurées, des allergies, des maladies respiratoires et cardiovasculaires, et par conséquent, des coûts élevés en soin de santé.

Avant le vote du Parlement, l'association des agriculteurs Copa-Cogeca a écrit aux eurodéputés afin de les prévenir qu'ils quitteraient l'Union européenne s'ils décidaient de limiter

les émissions de gaz agricoles.

« Les amendements pour exempter les agriculteurs favoriseront les géants de l'agroalimentaire qui sont les plus pollueurs et n'agissent certainement pas dans l'intérêt public », a confirmé Pieter de Pous, directeur des politiques au BEE.

Le 26 janvier, la Copa-Cogeca a affirmé qu'en supprimant les limites pour le méthane, la position du Conseil allait dans la bonne direction.

« Toutefois, certains pays ont encore de grandes difficultés pour mettre en place les objectifs pour l'ammoniac », a déclaré Pekka Pesonen, secrétaire général de la Copa-Cogeca. « Ce n'est bon ni pour l'économie, ni pour la société, ni pour l'environnement », a-t-il poursuivi.

# Peut-on nourrir la planète sans alimenter l'effet de serre ?

L'agriculture pèse sur le changement climatique, qui menace de son côté les récoltes. L'évolution des pratiques, notamment au travers de la Politique agricole commune, est inéluctable.



*L'élevage contribue largement à la croissance des émissions de GES de l'agriculture.*  
[Jennifer C./Flickr]

Nourrir l'humanité. La fonction première et romantique de l'agriculture semble s'être éloignée de la réalité de la production agricole contemporaine.

La production intensive de céréales dans les plaines fertiles de l'Europe termine certes, pour partie, sous forme de pâtes ou de pain. Mais elle se destine aussi à l'alimentation animale. Le maïs fournit des protéines aux bovins, l'orge est exporté en Arabie Saoudite pour y nourrir les moutons quand il ne termine pas en bière. Quant au colza, il fait rouler une voiture sur dix en Europe.

## Emissions de CO<sub>2</sub>

L'agriculture poursuit donc des objectifs très différents, dont la multiplicité a décuplé son impact sur l'environnement. En matière d'effet de serre, l'agriculture

est un des suspects les plus sérieux sur le banc des accusés puisqu'un quart des émissions de CO<sub>2</sub> de la planète sont liées à l'agriculture.

Selon la FAO, les émissions de CO<sub>2</sub> de l'agriculture ont doublé en cinquante ans, principalement à cause du développement de l'élevage, une activité très émettrice en gaz à effet de serre en raison de la production de méthane par les animaux. La fermentation entérique à l'origine des rots et flatulences des animaux d'élevage, qui sont au nombre de 80 milliards sur la planète, représente 40 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> du secteur.

C'est donc surtout la viande, et la croissance de la demande en produits carnés qui a fait exploser le bilan carbone de l'agriculture, même si la déforestation n'est pas en reste. L'arrachage de forêts et la destruction de zones humides, qui sont des puits de carbone, ainsi que l'artificialisation de zones croissance participe aussi à la hausse de la production de gaz à effet de serre.

## Politique de verdissement

Face à cette réalité préoccupante pour le réchauffement climatique, l'agriculture fait la sourde oreille. Le sujet agricole n'a quasiment pas été abordé durant la COP21.

« C'est un sujet sensible, on avance doucement » avance-t-on à la Commission. Le programme de « verdissement » de la Politique agricole commune (PAC) a notamment mis en place une série de bonus/malus pour les agriculteurs, les incitant à conserver des haies, et à consommer moins d'eau.

En revanche, la question de l'artificialisation des sols ou l'idée de limiter l'élevage de bovins sont laissés de côté. La réponse de l'UE, qui a récemment décidé de ne pas limiter les émissions de gaz à effet de serre liée à l'élevage semble clairement insuffisante.

Autre piste : il faudrait jouer sur la consommation pour que l'agriculture évolue. « Il faut s'attaquer aux habitudes des consommateurs. Inciter les

collectivités locales à choisir de l'huile de palme certifiée, par exemple. Ou aller directement vers les consommateurs, en favorisant les plats végétariens : tout le monde ne peut pas devenir végétarien du jour au lendemain, mais on peut inciter à manger moins de viande » explique Pascal Canfin, directeur du WWF France, qui travaille sur un partenariat avec l'entreprise de surgelés Picard pour développer la consommation de plats non carnés.

A l'autre bout de la chaîne, c'est au niveau réglementaire que les enjeux se nouent lentement. L'agriculture représente en effet 10 % des émissions de CO<sub>2</sub> en UE en moyenne, mais avec des grandes variations d'un pays à l'autre : en Irlande, le secteur agricole émet 30 % du CO<sub>2</sub> du pays.

Déjà « verdie », la Politique agricole commune qui doit être de nouveau réformée d'ici 2020 devrait s'orienter vers un modèle qui répondrait plus au risque climatique. Ne serait-ce qu'en changeant de méthodologie. Le changement climatique imposant aux agricultures des risques supplémentaires de variabilité dans les récoltes, la nouvelle PAC pourrait proposer un système d'assurance, qui ne serait activée qu'en cas de récolte ou de prix trop faibles.

Car comme le montre la dernière étude de la FAO et de l'IPCC, le principal risque que le changement climatique fait courir sur l'agriculture est une augmentation des épisodes climatiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations.

L'adaptation à la modification des températures est aussi inévitable. La recherche pour des cultures moins gourmandes en eau et en intrants est déjà en marche. Mais c'est aussi en inversant la tendance à la hausse de ses propres émissions que l'agriculture arrivera à se sauver, et à continuer à nourrir la planète. C'est ce que la France propose avec son initiative « 4 pour 1000 », qui vise à maximiser la capture de CO<sub>2</sub> par l'agriculture par des procédés spécifiques.



## La Commission pourrait être contrainte à revoir la PAC

Les ONG de défense de l'environnement comptent se servir des outils du « mieux légiférer » pour forcer une révision de la PAC.

Les ONG de protection de l'environnement exigent que la politique agricole commune (PAC) soit examinée de près. Pour parvenir à leur fin, elles comptent se servir du site Lighten the Load, mis en place par la Commission européenne pour que les citoyens puissent suggérer des moyens de rendre les lois européennes plus efficaces.

Si cette tentative fonctionne, ce sera la première fois que le programme REFIT, lancé par la Commission Juncker pour alléger l'appareil législatif européen, serait utilisé pour accomplir des objectifs écologiques plutôt que de servir les intérêts des entreprises.

### « Verdissement »

La PAC est un système de subvention de l'agriculture mis en place en 1962 soumise à des réformes régulières. La période 2014-2020 du programme réserve environ 62 milliards d'euros de paiement direct aux projets de « verdissement » et plus de 50 milliards au budget de développement rural. Durant la période précédente, 2007-2013, seuls 44,2 milliards d'euros avaient été dépensés.

« La Commission dira qu'il s'agit de la PAC la plus verte de l'Histoire, mais nous avons des raisons de croire que ce n'est pas le cas », assure Pieter de Pous, de l'ONG Bureau européen de l'environnement. Pour lui, le



*Brussels could give the reformed CAP a better regulation 'fitness check'. [Rob Bertholf/Flickr]*

pilier « verdissement » de la PAC est un « échec total », alors même que « l'agriculture est la cause principale du déclin de la biodiversité. »

Les subventions de la PAC n'ont aucun sens économique, ajoute-t-il, et n'existent que pour des raisons historiques. Elles servent en réalité de politique sociale. Or, si l'on veut mettre en place ce type de politique sociale, il faudrait les rendre accessibles à tous, pas seulement aux agriculteurs, assure Pieter de Pous à EurActiv.

### Objectifs non atteints

Les militants estiment quant à eux que la PAC n'a pas atteint ses objectifs de production durable de nourriture, de gestion durable des ressources naturelles, d'action climatique et de soutien de l'emploi rural et de la fabrique sociale.

Ils se serviront donc du « mieux légiférer » de la Commission pour demander :

- Cette politique génère-t-elle des résultats efficaces et rentables ?
- Est-elle cohérente avec d'autres politiques européennes sur des sujets comme l'eau, l'air, le climat

et la biodiversité ?

- Est-elle conforme au principe de subsidiarité ? (La gestion européenne de cette politique lui ajoute-t-elle une valeur ou serait-elle mieux gérée au niveau national ?)

### Plateforme REFIT

Le processus de soumission de propositions par les citoyens se fait grâce à un questionnaire d'évaluation standardisé en ligne. Les demandes sont soumises à la plateforme REFIT, constituée de deux groupes indépendants. Le premier est constitué de représentants des gouvernements des États membres, et le second de représentants des entreprises, de la société civile et de membres du comité économique et social et du comité des régions. Deux représentants d'organisations de défense de l'environnement siègent dans ce deuxième groupe.

La Plateforme se réunit pour la première fois le 29 janvier, analyse les propositions et fait

Suite à la page 5

Suite de la page 4

des recommandations à l'exécutif européen. Si c'est la Commission qui lance la proposition, un processus de consultation débute.

Des questions adressées aux départements concernés au sein de la Commission sont formulées et un rapport ou une étude sur la réglementation en question est commandé. Ceux-ci seront également le sujet d'une consultation avant que la Commission prenne une décision.

Si l'exécutif décide de changer la réglementation, le processus législatif normal, qui implique le Conseil et le Parlement, commence.

« Si la Commission n'accepte pas notre proposition, elle confirmera le parti-pris du système pour les entreprises », explique Pieter de Pous. « Si elle l'accepte, cela lancera un débat intéressant sur l'efficacité de la nouvelle PAC. »

## Bilans de qualité

La Commission a lancé d'elle-même des évaluations sur la qualité des directives composant la directive-cadre sur l'eau et la directive Oiseaux et Habitats, ainsi que sur certaines règles liées au label écologique, aux rapports environnementaux et aux produits chimiques.

La consultation sur la directive Oiseaux et Habitats a entraîné un nombre de réponses record de plus de 187 000 personnes, qui demandaient tous que ces règles ne soient pas affaiblies.

Le paquet sur l'économie circulaire, qui comprenait des mesures sur les déchets et le recyclage, a également été victime du « mieux légiférer » et abandonnée peu après la prise de fonction de la Commission Juncker, qui a proposé un nouveau paquet, moins ambitieux, en décembre.

# La surconsommation de viande alimente le réchauffement climatique

Notre consommation excessive de viande aura inévitablement un impact dangereux sur le climat, avertit une nouvelle étude, qui encourage les gouvernements, plutôt réticents, à agir.



Les agriculteurs font face à un défi de taille : comment nourrir cette population mondiale qui croît à un rythme effréné ? Un rapport publié en novembre 2015 par Chatham House et le Glasgow University Media Group analyse l'interconnexion entre la consommation de viande et de produits laitiers et le changement climatique.

Près d'un tiers des terres cultivées dans le monde est utilisé pour l'alimentation animale. Rien que dans l'UE, 45 % de la production de blé est utilisée pour nourrir les animaux. 30 % de la consommation totale est en outre importée. Au niveau planétaire, les problèmes associés à l'augmentation de la consommation de viande ne devraient faire que s'intensifier.

« La consommation mondiale de viande devrait augmenter de 76 % d'ici 2050. Une 'transition protéinique' est en marche dans les pays en développement : avec l'augmentation des revenus, la consommation de viande augmente

également », souligne le rapport de Chatham House. Si la demande de viande dans les pays développés stagne, elle s'est stabilisée à un niveau « excessif », poursuivent les auteurs du rapport.

## Surconsommation

Cette surconsommation rend plus difficile la réalisation de l'objectif de limite du réchauffement climatique à 2°C prévu par l'accord de la COP 21.

« Ce n'est pas tenable. La population mondiale, qui augmente, ne peut pas se diriger vers le niveau de consommation de viande des pays développés sans que cela entraîne des conséquences sociales et environnementales énormes [...] C'est un des moteurs principaux de la déforestation, de la destruction des habitats et de l'extinction d'espèces », selon le rapport.

## Les États-Unis, champions du monde la consommation de viande

C'est aux États-Unis que l'on consomme le plus de viande. Chaque Américain consomme en moyenne environ 250 g de viande par jour, alors qu'un Indien n'en consomme que 10.

En Europe, l'Allemagne est en tête, suivie du Danemark, de l'Espagne et du Portugal. Un sondage du ministère fédéral allemand de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Protection du consommateur, indique que 83 % des Allemands mangent de la viande plusieurs fois par semaine.

« La production de viande en masse a un impact sur la vie des citoyens, l'environnement, la biodiversité et le climat partout dans le monde », regrette Adrian Bebb, spécialiste de l'alimentation chez les Amis de la Terre Europe. Des alternatives plus durables existent et doivent être encouragées par les institutions publiques. Ce qui se trouve dans nos assiettes n'est plus une

Suite à la page 6

Suite de la page 5

question privée. »

## Agriculture et changement climatique

Au sein de l'UE, l'agriculture représente 10 % des émissions de gaz à effet de serre, principalement à cause de deux gaz : le méthane, libéré lors de la digestion animale et par le fumier, et l'oxyde nitreux (ou protoxyde d'azote), issus des engrais azotés minéraux ou biologiques.

« L'agriculture est une source importante de gaz à effet de serre. Le secteur pourrait pourtant contribuer de manière importante à la lutte contre le changement climatique en jouant un rôle de siphon et en stockant du carbone dans la matière organique du sol et la biomasse », explique à EurActiv un porte-parole de la Commission.

Selon l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), la consommation de viande et de produits laitiers représente près d'un quart de l'impact environnemental de la consommation totale de biens et services dans l'UE à 27. La production d'un kilo de bœuf nécessite par exemple 617 litres d'eau.

En ce qui concerne les émissions

de gaz à effet de serre, la production de bétail et de fourrage génère plus de six milliards de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone.

Selon les données Eurostat, en 2014, l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni sont les pays européens accueillant le plus de têtes de bétail dans l'UE. Les cochons sont surtout présents en Allemagne et en Espagne (respectivement 28,3 et 26,6 millions d'individus), les vaches en France (19,3 millions) et les moutons au Royaume-Uni (23 millions).

## Appel à une action gouvernementale

À ce jour, les gouvernements craignent une réaction négative des consommateurs et de l'opinion publique et rechignent à agir.

Le rapport de Chatham House encourage donc une intervention gouvernementale centrée sur des campagnes de conscientisation nationales. Celles-ci pourraient mettre en évidence le lien entre la surconsommation de viande et l'environnement et d'autres objectifs politiques, comme le budget santé.

« Le message devrait se concentrer

sur les bénéfices associés à une réduction de la consommation », insiste le rapport : une meilleure santé et la protection de l'environnement. L'implication des médias et de « spécialistes non-partisans, comme des scientifiques » est également un élément important.

Le rapport souligne également qu'un changement d'alimentation nécessitera « des stratégies complètes » combinant la promotion des alternatives à la viande dans les supermarchés et des initiatives qui augmenteraient le prix de la viande. Il pourrait s'agir de « la suppression des subsides directs ou indirects à l'élevage », d'incitations à la production d'aliments alternatifs à la viande ou d'une taxe sur le CO<sub>2</sub>, par exemple, qui pénaliserait la viande et les autres produits polluants.

« La capacité des gouvernements à influencer les habitudes alimentaires est de plus en plus importante et le public l'accepte de mieux en mieux », conclut, encourageant, le rapport. Dans certaines régions européennes, comme la Flandres, les cantines scolaires proposent à présent un menu végétarien au moins une fois par semaine. Un engagement pour l'environnement qui se révèle également pratique pour les élèves musulmans ou juifs, par exemple, qui ne mangent que de la viande halal ou casher.

# L'agriculture intelligente, une arme contre le changement climatique

La Commission européenne veut construire des « ponts » entre l'agriculture et le secteur des technologies de l'information afin de mieux répondre aux défis environnementaux dans le secteur agricole.



Un drone surveille les rangées de cerisiers au Danemark. [Lars Plougmann / Flickr]

La demande croissante pour les produits agricoles et la pollution qui y est associée forcent les décideurs politiques à trouver des moyens innovants pour

réduire l'empreinte carbone du secteur agricole.

La Commission pense que les technologies de l'information pourraient aider les agriculteurs à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE, dont 10 % proviennent de l'agriculture.

« Ces émissions ont chuté de 24 % depuis 1990, et la production agricole a été maintenue grâce à une gestion de la terre via des technologies modernes, de meilleures connaissances, et des pratiques spécifiques pour combattre le changement climatique », a souligné un porte-parole de la Commission. Toutefois, faire entrer les agriculteurs

Suite à la page 7



Suite de la page 6

dans l'ère du numérique ne sera pas une tâche facile pour l'exécutif.

## Investir dans l'agriculture intelligente

L'UE a déjà pris bon nombre d'initiatives pour intégrer la problématique du changement climatique dans la nouvelle Politique agricole commune (PAC, 2014-2020).

Par exemple, le soutien financier apporté aux agriculteurs prend désormais la forme d'aides directes dissociées de la production. Le système de « conditionnalité » évalue le lien entre les paiements directs des agriculteurs et le respect des lois environnementales ou autres, au niveau européen.

Dans le cadre de la nouvelle PAC, l'UE investit aussi dans une agriculture intelligente face au climat, avec des projets financés par le programme de recherche de l'UE, Horizon 2020.

« Avec Horizon 2020, nos capacités de recherche et d'innovation dans l'alimentation, l'agriculture, la sylviculture et les milieux marins ont doublé, atteignant 3,6 milliards d'euros pour la période 2014-2020 », a déclaré le porte-parole.

L'agriculture intelligente est au cœur des près de 3 000 projets d'innovation qui devraient recevoir des fonds du budget dédié au développement rural, a appris EurActiv.

Environ 64 millions d'euros seront alloués à l'agriculture de précision et aux technologies numériques dans le secteur agricole dans le cadre du programme de travail Horizon 2020 pour 2016-2017. Et 30 millions d'euros seront investis dans la mise en place d'un essai sur les « objets connectés » à grande échelle pour « l'agriculture intelligente et la sécurité alimentaire ».

## La « dernière frontière »

Selon Phil Hogan, commissaire européen en charge de l'agriculture

et du développement rural, l'exécutif européen cherche à établir des vecteurs pour unir l'industrie agroalimentaire et celle des technologies de l'information (TIC). Cela permettrait de briser la « dernière frontière », puisque produits et applications ont été développés dans tous les autres secteurs de l'économie, sauf l'agriculture.

« C'est cela l'agriculture de précision : exploiter les TIC pour permettre aux agriculteurs de faire leur travail de manière plus intelligente et plus efficace. »

« L'agriculture intelligente et numérique est porteuse d'espoirs pour un secteur agricole européen plus durable, productif et compétitif. Nous avons des solutions qui ont le potentiel d'améliorer considérablement l'utilisation des ressources, la santé animale, l'empreinte carbone, et la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement », a affirmé Phil Hogan.

Néanmoins, pour le commissaire, l'agriculture n'est pas encore entrée dans « la révolution numérique ».

## Drones

Les drones sont l'une des technologies les plus prometteuses, car ils permettent par exemple de pulvériser des pesticides de manière plus efficace et ciblée. Pourtant, peu d'agriculteurs profitent actuellement de cette technologie, que beaucoup ne connaissent pas.

« En termes d'échelle, les drones, ou technologie de précision, sont beaucoup plus utilisés aux États-Unis qu'en Europe », a déclaré Maeve Desmond, responsable communications chez Altech European Bioscience.

Quoi qu'il en soit, les technologies de précision dans l'agriculture prennent de plus en plus de place, a-t-elle affirmé. Les drones peuvent par exemple réaliser des topographies et identifier les cultures ou les sols non productifs.

Les drones, utilisés pour surveiller

les champs ou mesurer l'humidité et les carences en nutriments dans les cultures, ont un potentiel énorme dans le secteur de l'agriculture. Leur système d'imagerie avancé repère des détails non visibles par l'œil humain.

« Cela permet aux agriculteurs de traiter leurs cultures avant qu'elles ne soient trop touchées. Aux États-Unis, les drones sont utilisés pour surveiller les troupeaux et pour détecter des températures corporelles anormales et autres maladies », a expliqué Maeve Desmond.

Les agriculteurs sont très divisés sur les drones, a-t-elle reconnu. Ils devraient pourtant considérer « l'impact positif qu'ils peuvent avoir, grâce à une précision accrue et un meilleur contrôle du compactage des sols, de l'érosion et de la santé des cultures ».

« Si nous voulons assurer la sécurité alimentaire face à la croissance rapide de la population mondiale, alors nous devons étendre nos connaissances et travailler avec des nouvelles technologies telles que les drones et les technologies de précision », a-t-elle conclu.

## Pour de plus amples informations sur les éditions spéciales d'EurActiv...

Contactez-nous

### Daive Patteri

paexecutive@euractiv.com  
+32(0)2 788 36 74

### Natalie Sarkic-Todd

natalie.sarkic-todd@euractiv.com  
+32(0)2 788 36 63

### Alexis Poulin

alexis.poulin@euractiv.com  
+33 175 612 500

### Aline Robert

aline.robert@euractiv.com  
+33 175 612 503